



Les gazoducs iraniens minent Washington

Par [Bernard Estrade](#)

Mondialisation.ca, 02 juin 2008

[Géopolitique.com](#) 2 juin 2008

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Pétrole, Gaz de schiste, Énergie](#)

Analyses: [L'IRAN](#)



Royal Dutch Shell et Repsol renoncent à développer la plus grande réserve de gaz naturel au monde... en Iran. Revenant sur l'accord signé l'an passé avec Téhéran, elles ont annoncé qu'elles ne participeraient pas à la phase 13 de South Pars, un gisement situé dans les eaux iraniennes. Le groupe Total communiquera ses intentions à Téhéran à la fin du mois de juin. Suspens...

Les compagnies énergétiques ne nous avaient pas habitués à une telle inconstance.

Ni Shell, ni Repsol n'ont pas officiellement expliqué leur décision. Officieusement et sans autre précision, « des incertitudes et des risques géopolitiques » ont été évoquées.

Il est en effet difficile pour ces compagnies pétrolières de motiver leur décision de renoncer à participer au développement de cet eldorado gazier, d'une superficie de 1.300 kilomètres carrés.

Le marché mondial est demandeur, les prix du pétrole et du gaz s'envolent et les acteurs du secteur se livrent une concurrence acharnée pour avoir accès aux gisements.

Un motif politique prévaut.

Les Etats-Unis ont l'Iran dans leur ligne de mire et multiplient les pressions économiques pour empêcher les compagnies pétrolières occidentales de participer à l'exploration et à l'exploitation des hydrocarbures de ce pays.

Au motif que Téhéran veut se doter de l'arme nucléaire et menace Israël, les Etats-Unis sont parvenus à faire adopter par le Conseil de sécurité des Nations Unies trois séries de sanctions visant l'Iran.

Mais, même avec l'aide de la Grande Bretagne et de la France, Washington n'a pas, à ce jour, obtenu de la communauté internationale que les sanctions soient étendues au domaine de l'énergie.

L'enjeu est de taille : l'exploitation des hydrocarbures représente, avec 70 milliards de dollars, 80 pour cent du revenu annuel en devises étrangères de l'Iran.

L'administration du Président Bush, qui ne répugne pas à l'unilatéralisme, a mis en place son propre boycott.

Elle s'emploie à le faire respecter y compris par les entreprises non américaines en exerçant toute la gamme des pressions politiques, diplomatiques et économiques.

Les banques, particulièrement visées, ont été ainsi informées que financer des projets pétroliers en Iran pouvait leur interdire l'accès au marché financier américain.

Cependant, d'un point de vue technique, un alignement sur ce boycott de l'Iran fait peser un risque de tension sur l'approvisionnement en énergie de l'Europe.

Les clients pour les hydrocarbures iraniens ne manquent pas. Téhéran a d'ailleurs prévenu que Gazprom pour la Russie, Sinopec pour la Chine, l'INOC pour l'Inde et SKS pour la Malaisie, étaient sur les rangs pour prendre la place des compagnies européennes dans South Pars.

L'Iran, l'Inde et le Pakistan viennent également de relancer le projet de gazoduc reliant les trois pays, en souffrance depuis plusieurs années en raison de l'obstruction des Etats-Unis.

La signature formelle pour ce gazoduc est prévue pour juin. L'accord a été annoncé le mois dernier lors de la visite officielle du président iranien Mahmud Ahmadinejad à Islamabad et à New Delhi.

Malgré ses interventions, Washington n'a pu empêcher le Pakistan et l'Inde, ses deux principaux alliés stratégiques dans le sous-continent, de se mettre d'accord avec Téhéran sur un projet d'un montant de 7,6 milliards de dollars qui « désenclave » l'Iran.

L'Iran moderne, y compris depuis la révolution islamique, regardait vers l'ouest et l'occident.

Il n'est pas de l'intérêt des pays européens de contraindre Téhéran à regarder vers l'est et l'Asie où ses voisins immédiats lui offrent accès à la technologie, débouchés pour ses hydrocarbures et marchés pour ses besoins en produits manufacturés.

Dans ce Proche Orient où se trouvent une grande partie des ressources mondiales connues de pétrole et de gaz, les Etats-Unis contrôlent l'Arabie Saoudite.

Les compagnies américaines verrouillent les gisements pétroliers de l'Irak, à la faveur de l'occupation militaire.

Si les sanctions imposées par Washington contraignent l'Iran à se tourner vers l'Asie, que pourra-t-il bien rester à l'Europe pour assurer son indépendance énergétique ?

La Suisse est passée outre. Aux termes d'un contrat d'un montant de 27 milliards d'euros signé fin avril, l'Iran fournira pendant 25 ans du gaz à la compagnie suisse Elektrizitäts-Gesellschaft Laufenburg (EGL).

Les Etats-Unis ont pourtant menacé publiquement la Suisse de lui retirer le rôle de représentant des intérêts américains à Cuba et en Iran qu'elle assure depuis que Washington a rompu ses relations diplomatiques avec ces deux pays.

Total avait obtenu, comme Shell et Repsol, une option sur le développement de South Pars. Au terme de l'accord préliminaire, le délai donné à la compagnie française pour confirmer ou renoncer à l'opération expire fin juin.

La compagnie pétrolière française essaie de tergiverser mais l'Iran entend la contraindre à se prononcer.

La réponse de Total donnera une bonne idée de son indépendance ainsi que de la volonté et des capacités de Paris à suivre une politique indépendante de Washington.

La source originale de cet article est Géopolitique.com

Copyright © Bernard Estrade, Géopolitique.com, 2008

Articles Par : Bernard Estrade

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca